

## L'APRÈS-ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

# Les arbitrages qui attendent Bouteflika

*L'après-17 avril sera certainement fait de la remontée en surface des conflits organiques qui ont marqué, tout au long de l'année 2013, le FLN et le RND. Les inimitiés, tues l'intervalle d'une élection présidentielle, pourraient également marquer la relation DRS-ANP. Abdelaziz Bouteflika, reconduit dans sa fonction de chef de l'Etat, sera forcément astreint à des arbitrages.*

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - L'approche de l'élection présidentielle avait sonné une sorte d'armistice sur l'ensemble des fronts qu'animaient, outre les encartés du FLN et RND, les militaires que les sorties tonitruantes d'un Amar Saâdani partageaient en soutiens et opposants au 4<sup>e</sup> mandat de Bouteflika.

La reconduction de Bouteflika étant chose faite, d'aucuns s'attendent à voir se réanimer tous ces fronts. A commencer par les conflits organiques qui minent les deux partis pivots de la coalition gouvernementale, lesquels ne tarderaient pas à ressurgir de nouveau. Déjà, l'on sent d'ailleurs, les redresseurs du FLN reprendre du

poil de la bête et se préparer à un nouvel assaut contre le secrétaire général qu'ils n'ont pas perdu de vue mais à qui était laissée l'opportunité d'apporter sa contribution à la réélection de Bouteflika.

Les redresseurs du FLN, contrairement à l'avant-présidentielle, devront désormais faire avec une donne inattendue : la remise sur orbite politique d'Abdelaziz Belkhadem, rappelé à la fonction officielle en qualité de ministre d'Etat, conseiller personnel du Président.

Abderrahmane Belayat et compagnie auraient déjà compris que la bataille de redressement du FLN est plus compliquée qu'ils se l'étaient imaginée, avec le retour



Abdelaziz Bouteflika.

Photo : Samir Sid

aux affaires d'un Belkhadem contre qui ils avaient longuement et ardemment ferraillé.

En travaillant à déloger Amar Saâdani, ils prennent le risque de faire de la place pour Belkhadem

qui, non seulement n'a jamais digéré son éviction mais aussi et surtout se sent fort de la confiance de Bouteflika pour vouloir récupérer son fauteuil. Et c'est à Bouteflika qu'il reviendra forcément d'arbitrer entre ces ambitions qui font florès au sein du FLN.

Bouteflika aura certainement du mal à trancher, tant est que les rivaux qui se disputent le FLN ont tous contribué à sa campagne électorale.

Si les partisans de Belayat, moins présents dans la campagne électorale, ne doivent pas trop espérer quelques verdicts favorables, les Saâdani et Belkhadem si, étant donné qu'eux ont été logés à meilleure enseigne par le clan présidentiel qui les a associés à l'animation de la campagne électorale.

La situation diffère un peu s'agissant du RND, puisque le conflit organique met aux prises non point trois entités mais deux

courants : les partisans d'Ouyahia et les adeptes de Bensalah.

Ces derniers avaient d'ailleurs un peu trop vite célébré l'enterrement politique de l'ancien secrétaire général du parti, qu'ils voyaient parti pour une longue traversée du désert. Au final, point de tout cela : Ouyahia en est revenu dans des fonctions importantes mais surtout qui supposent aval et confiance du Président.

Le repêchage d'Ouyahia pourrait donner des idées à ses partisans au sein du RND qui voudraient bien renverser les équilibres au sein du parti. Mais, comme pour le FLN, l'aboutissement de leurs éventuelles actions dépendra de l'appréciation qui en sera faite par Bouteflika.

Un autre arbitrage pour un Président dont les manœuvres auront démultiplié les situations de conflits. D'entre elles, et de loin la plus importante, celle qui a induit la dichotomie entre le DRS et l'état-major de l'ANP. Là, l'arbitrage sera des plus délicats, tant est que les restructurations opérées par Bouteflika au sein du DRS ont été ressenties comme des entailles douloureuses au sein des services de renseignement.

Des restructurations qui ont provoqué une situation d'équilibre instable auquel Bouteflika est appelé à remédier. Comment et au profit de qui ? Là est la grande question.

Des conflits que Bouteflika devra régler, d'une manière ou d'une autre, auront une directe relation avec ses projets immédiats, en premier chef la révision de la Constitution et l'institution du poste de vice-président. L'idée, faut-il le dire, suscite déjà des convoitises.

S. A. I.

## UNE CONFÉRENCE NATIONALE EST PRÉVUE

LES 17 ET 18 MAI

## Création de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique

La Coordination pour les libertés et la transition démocratique est née officiellement à l'initiative des partis politiques et des personnalités membres du Front du boycott de l'élection présidentielle du 17 avril. L'annonce a été faite, hier, à l'issue d'une réunion organisée au siège du Mouvement Ennahda à Alger. Les participants ont également décidé de tenir une conférence nationale pour la transition démocratique qui se déroulera à Alger les 17 et 18 mai prochain. Par ailleurs, les membres de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique ont rencontré les anciens chefs de gouver-

nement, Mouloud Hamrouche et Sid Ahmed Ghazali. «Dans le cadre de la concrétisation du programme de consultations et de dialogue avec les différents partis et les personnalités actives sur la scène politique, la direction de la Coordination a rencontré aujourd'hui M. Mouloud Hamrouche et M. Sid Ahmed Ghazali dans le but d'approfondir le débat autour de la transition démocratique. Ces rencontres seront élargies à d'autres personnalités et partis politiques dans les prochains jours», précise le communiqué de la Coordination.

T. H.

## TRANSPORTS

# Vers une autre grève des cheminots

**Les cheminots se sentent «trahis au lendemain du quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika», par «le patron de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd», qui, en plus de leur avoir «demandé de voter pour le Président-candidat», a noyé leur grève nationale entre le 24 et le 27 mars dernier, dans des «promesses électorales», explique leur leader syndical Abdelhak Boumansour. Un débrayage national et illimité est prévu pour dimanche prochain.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Le conflit entre la Société nationale des transports ferroviaires et les cheminots refait surface au lendemain du scrutin pour les présidentielles d'avril 2014 et la réélection de Abdelaziz Bouteflika.

Hier dans la matinée, la section syndicale d'Alger de la SNTF a rendu public un communiqué où elle rappelle qu'un protocole d'accord a été signé le 27 mars dernier, après quatre jours de grève, avec leur direction qui s'est

engagée à satisfaire leurs doléances. Il s'agit, en effet, du paiement d'un rappel calculé sur la base du point indiciaire de 60 DA pour une période de 19 mois de juin 2010 au 31 décembre 2011 et sur la base de 74 DA pour l'autre période de 17 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 mai 2014.

En tout, 36 mois de rappel, selon également une note d'information de la direction générale de la SNTF adressée hier, en fin d'après-midi aux cheminots, les appelant à être «sensibles aux mesures prises».

Les cheminots qualifient cette correspondance de «désengagement». Et pas seulement puisque le chef de la section syndicale d'Alger des cheminots, Abdelhak Boumansour, contacté, évoque carrément «une trahison à tous les niveaux».

En clair, il reproche à la fédération nationale des cheminots affiliée à l'UGTA, cosignataire de la note d'information en question, de cautionner «l'arnaque des travailleurs». Il rappelle à ce propos que le protocole d'accord prévoyait d'arrêter les modalités de paiement à compter du 30 mars 2014.

Chose, non seulement non faite, mais plus grave encore un changement radical de discours au lendemain

du scrutin présidentiel, regrette notre interlocuteur.

«Aujourd'hui, nous avons conscience que nous avons été menés en bateau afin que nous cessions la grève pour le bon déroulement de la campagne électorale pour les présidentielles d'avril 2014.

Il se trouve que nous commençons à perdre confiance juste après la réélection d'Abdelaziz Bouteflika parce que nous avons suivi les directives de la Centrale syndicale qui nous a, entre autres, demandé de voter pour le Président-candidat favori», dévoile Abdelhak Boumansour, qui affirme, par ailleurs, que la fédération des cheminots (UGTA) ne fait plus l'unanimité parmi les travailleurs, après le cautionnement de ce désengagement de la tutelle.

«Samedi à partir de minuit, les trains ne siffleront plus. Les usagers devront se rabattre sur d'autres moyens de transport dans la matinée de dimanche prochain si jamais notre direction ne revient pas sur sa décision», menace le chef de la section syndicale des cheminots d'Alger pour une grève qu'il envisage nationale et illimitée.

M. M.

## AU LENDEMAIN

## DE L'ENQUÊTE DE LA DGSN

## Cinq policiers sanctionnés pour dépassements

Les premières décisions de l'enquête diligentée par la DGSN, suite à la diffusion sur le réseau social Facebook d'images montrant des policiers en train de passer à tabac des manifestants, dans la soirée du 20 avril dernier à Tizi-Ouzou, viennent de tomber.

De sources policières, nous apprenons que des sanctions ont été prises à l'encontre de cinq fonctionnaires de police auxquels il est reproché de contrevenir aux usages conventionnels dans le traitement des manifestants interpellés. La décision de suspension, prise lundi dernier et qui concernait dans un premier temps deux officiers de police sera étendue, par la suite, dans la journée d'hier, mardi, à trois autres fonctionnaires.

Des mesures administratives conservatoires (suspension), ont été prises à l'encontre de ces fonctionnaires, en attendant qu'il soit définitivement statué sur leur cas. Il faut préciser que la vidéo, qui a obligé le patron de la police nationale à sortir de sa réserve en ordonnant, de suite, une enquête, continue de susciter la réprobation de la majorité des citoyens qui condamnent le comportement de ces policiers contrevenant à l'éthique professionnelle et aux usages en vigueur.

L'opinion locale ne comprend toujours pas les motivations qui sont derrière le recours à l'empêchement puis à la régression de la traditionnelle marche du 20 Avril. «Si on avait laissé la marche aller à son terme, on ne serait pas arrivé à de telles situations», confie beaucoup de citoyens.

S. A. M.